



Changement climatique : le fardeau de l'homme riche

16 juin 2009

Parmi les nombreuses sessions organisées dans le cadre des discussions qui viennent de s'achever, sans succès, à Bonn en vue du sommet décisif de Copenhague sur le changement climatique (7-18 décembre 2009), il est en une qui mérite particulièrement de retenir l'attention. Les experts et représentants nationaux convoqués par les Nations Unies y ont tenté d'éclairer la notion de « responsabilité historique » et la teneur de leurs échanges permet de prendre la mesure de la complexité des négociations sur le climat entre pays développés et pays en développement.

La notion de « responsabilité historique » en matière de changement climatique est en effet particulièrement retorse car elle mêle les dimensions temporelle et spatiale et suppose que les analyses soient dynamiques. Or les implications de cette dynamique sont souvent mal comprises de part et d'autre de la frontière du développement.

Au premier abord, le problème se formule aisément, dans les termes du Préambule de la [Convention des Nations Unies sur le changement climatique](#) : « la majeure partie des gaz à effet de serre émis dans le monde par le passé et à l'heure actuelle ont leur origine dans les pays développés...les émissions par habitant dans les pays en développement sont encore relativement faibles...la part des émissions totales imputable aux pays en développement ira en augmentant pour leur permettre de satisfaire leurs besoins sociaux et leurs besoins de développement ». En termes quantitatifs, [Raupach et al. \(2007\)](#) montrent ainsi que les pays développés comptent pour 77% des émissions depuis le milieu du 18ème siècle, mais pour seulement 59% des émissions totales en 2004 et pour 27% de la croissance des émissions entre 2003 et 2004.

Autrement dit, s'il était normal que le Protocole de Kyoto n'assigne en 1997 des cibles contraignantes qu'aux seuls pays développés et en transition (Russie et PECO), l'enjeu du sommet de Copenhague est bien d'amener les pays émergents, au premier rang desquels la Chine (qui est d'ores et déjà le premier émetteur au monde de gaz à effet de serre ou GES), à réaliser qu'ils doivent désormais eux aussi accepter des objectifs quantitatifs de réduction. L'Article 10 du [Protocole de Kyoto](#) écarte d'ailleurs la notion de « responsabilité historique » des pays riches au profit de celle de « responsabilités communes mais différenciées » de toutes les parties à l'accord. Mais quel effort faut-il demander aux pays en développement ?

Le raisonnement défendu à Bonn par Martin Khor, directeur exécutif du think tank [South Center](#) consiste à considérer la contribution des uns et des autres en tenant compte de la dynamique démographique. Pris sous cet angle, le problème change complètement de physionomie, comme l'illustrent les calculs du tableau 1.

Tableau 1 : Emissions de gaz à effet de serre*, 1990-2050 (en millions de tonnes de CO2e)

	1990	2050

Pays développés (Annexe I)	13 805	2 761 (- 80%)
Pays en développement	7 877	8 080 (+ 3%)
Pays développés, par tête (en tonnes de CO2)	12	2,1 (- 82%)
Pays en développement, par tête (en tonnes de CO2)	1,9	1,02 (- 46%)
Monde	21 683	10841 (-50%)

* Les données se rapportent aux seules émissions de CO2 issues des énergies fossiles.
Source : EIA, Nations Unies et calculs des auteurs.

En effet, selon les [projections démographiques des Nations Unies](#), la population des pays en développement va doubler d'ici à 2050 par rapport à son niveau de 1990, d'environ 4 milliards à environ 8 milliards d'individus. Si l'on s'en tient aux préconisations du GIEC, la réduction de 50% des émissions globales de GES d'ici à 2050 doit être obtenue grâce à une réduction de 80% des émissions des pays développés. Les pays en développement pourraient donc voir leurs émissions augmenter de 3% sur cette période. Mais, compte tenu de leur dynamique démographique, cette augmentation correspondra en fait pour eux, par habitant, à une réduction de près de 50% des émissions de gaz à effet de serre, autant dire un effort considérable (sans parler du coût de l'adaptation au changement climatique dont les populations pauvres seront les premières victimes).

Il faudra donc des réductions d'émissions bien plus importantes de la part des pays riches que celles envisagées aujourd'hui pour alléger le fardeau des pays en développement, mais aussi des compensations financières conséquentes pour permettre à ces pays de se développer de manière durable, pour le bien commun de l'humanité.

Cependant, la dynamique démographique n'est pas la seule à prendre en considération : la dynamique technologique compte tout autant. Il est ainsi faux de prétendre que l'on doit accorder aux pays émergents la possibilité d'émettre autant de CO2 pour se développer que les pays riches en ont émis au cours des deux siècles passés pour parvenir aux niveaux de vie dont ils jouissent aujourd'hui. L'erreur de raisonnement que l'on commet alors est de même nature que celle commise par W. W. Rostow dans la formulation de son hypothèse sur l'immuabilité des « étapes du développement économique », erreur dénoncée à l'époque par Alexander Gerschenkron. Les pays qui entament le processus de développement après d'autres – l'Allemagne après le Royaume-Uni au 19ème siècle, la Chine après les pays de l'OCDE aujourd'hui – ne sont pas tenus de repasser par les mêmes phases et de commettre les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs ; ils bénéficient en effet des progrès technologiques déjà réalisés par les autres et peuvent, dès lors, « sauter » des étapes. Il en va, bien heureusement, de même en matière d'efficacité énergétique et d'intensité carbonique de l'économie : si les transferts technologiques sont facilités, les pays « en rattrapage » peuvent d'emblée adopter les techniques les moins énergivores et les moins émettrices de GES disponibles.

Que faire, dès lors, en cette année capitale dans l'espace défini par cette double dynamique, démographique et technologique ? Comment négocier des objectifs écologiquement efficaces et « historiquement » justes ? La solution mutuellement avantageuse consiste pour les pays riches à s'engager massivement dans l'efficacité énergétique et les nouvelles technologies de l'environnement afin de gagner en productivité et en richesse et transférer une partie de ces technologies et de ce revenu aux pays en développements qui devront faire face à la croissance de leur population et aux conséquences les plus dramatiques du changement climatique.

Cela suppose des incitations fortes et claires des gouvernements de l'Union européenne, des Etats-Unis et du Japon. C'est là que, pour l'heure, le bât blesse. Le Japon vient d'annoncer un objectif de seulement 15% de réduction de ses émissions d'ici à 2020 par rapport au niveau de 2005, soit 8% par rapport au niveau de 1990, très loin des 30% requis au minimum par le GIEC. Quant aux Etats-Unis et à l'Union européenne, comme nous le montrons dans une [Lettre récente](#), leurs stratégies environnementales manquent en l'état actuel cruellement de crédibilité.

Il n'est pas exact de dire que les négociations internationales n'ont aucune chance d'aboutir à un accord satisfaisant à Copenhague : un consensus peut être trouvé entre monde développé et monde en développement. Mais il est tout aussi inexact de croire, comme le feignent en ce moment les pays riches de la Triade, que les faux-semblants et les demi-mesures suffiront.

Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux